

ANNEXES

I - Cadre de la mission

II - Mise en œuvre des mesures et bonnes pratiques

III - Opérations d'insertion

ANNEXES I

Cadre de la mission

- 1- Lettre de mission
- 2- Note de cadrage
- 3- Liste des personnes rencontrées

ANNEXE 1 – LETTRE DE MISSION

Inspection Générale de l'Administration
25 OCT. 2012
A2-68A ARRIVÉE



Le Premier Ministre

1391 / 12 / SG

Paris, le 24 OCT. 2012

à

**Monsieur le Chef du service de
l'inspection générale de l'administration**

Monsieur le Chef du service de l'inspection
générale des affaires sociales

Monsieur le Chef du service de l'inspection
générale de l'administration de l'éducation
nationale et de la recherche

Monsieur le Vice-président du conseil
général de l'environnement et du
développement durable

Objet : Evaluation des dispositifs d'accompagnement des personnes présentes dans les campements.

Le 22 août 2012, à l'issue d'une réunion à laquelle participaient les ministres concernés, j'ai rappelé les principes qui doivent gouverner les opérations de démantèlement des campements illicites et j'ai demandé qu'un cadre interministériel de référence soit établi pour l'anticipation et l'accompagnement de ces opérations.

Ce cadre d'action, destiné à apporter une réponse globale, circonstanciée et adaptée à la situation des personnes et des familles concernées, est précisé dans la circulaire interministérielle du 26 août 2012 qui a été adressée aux préfets.

Pour soutenir l'action de l'Etat et renforcer son efficacité opérationnelle, je souhaite vous confier une mission d'évaluation qui devra couvrir l'ensemble des aspects interministériels de l'accompagnement de ces publics (scolarisation, santé, travail et emploi, formation, droits sociaux, logement/mise à l'abri, ...).

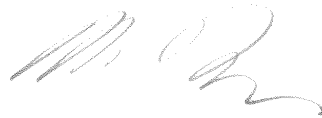
Vous procéderez à l'évaluation des actions d'insertion et d'accompagnement des personnes présentes dans les campements, à partir d'un recensement des dispositifs existants - qu'il s'agisse de ceux relevant du droit commun ou de dispositifs spécifiques, comme les « villages d'insertion » - ainsi que des expérimentations en cours et des bonnes pratiques. Votre évaluation devra couvrir l'ensemble des champs mentionnés ci-dessus et procéder à une appréciation de leur rapport coût-efficacité, ainsi qu'à l'analyse de leurs effets sur l'intégration des personnes concernées dans notre société. Vous accorderez une attention particulière aux personnes les plus vulnérables.

Compte tenu de votre analyse, vous formulerez les propositions qui vous paraîtront de nature à renforcer l'efficacité des dispositifs et à mieux répondre aux attentes des populations concernées. Ces

propositions contribueront notamment à la révision de la stratégie nationale pour l'inclusion des Roms demandée à chaque Etat membre par la Commission européenne et pilotée, s'agissant de la France, par le Secrétaire général des affaires européennes.

Vous veillerez à conduire vos travaux en coordination avec ceux du préfet Alain Régnier, délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées, qui s'est vu confier une mission spécifique sur l'organisation de l'accompagnement des personnes touchées par l'évacuation d'un campement. A cet effet, il est notamment souhaitable que les membres de la mission assistent au comité de pilotage constitué par le préfet Régnier.

Je souhaite que les premiers éléments de votre analyse me soient remis au plus tard d'ici le 30 novembre, et votre rapport définitif d'ici le 31 décembre.



Jean-Marc AYRAULT

ANNEXE 2 – NOTE DE CADRAGE DE LA MISSION

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ADMINISTRATION**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ**

**INSPECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES SOCIALES**

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET DE L'ÉNERGIE**

**CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DE
L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE**

NOTE DE CADRAGE

**ÉVALUATION DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT
DES PERSONNES PRÉSENTES DANS LES CAMPEMENTS**

Évaluation des dispositifs d'accompagnement des personnes présentes dans les campements

Contexte

- [1] Le Premier ministre a mandaté l'inspection générale de l'administration, l'inspection générale des affaires sociales, l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche et le conseil général de l'environnement et du développement durable afin de procéder à une évaluation des dispositifs d'accompagnement des personnes présentes dans les campements (scolarisation, santé, travail et emploi, formation, droits sociaux, logement).
- [2] Cette mission d'évaluation doit permettre d'identifier les dispositifs publics mobilisés sous la coordination des préfets, qu'il s'agisse de dispositifs de droit commun ou de mesures ad-hoc, voire expérimentales, d'en mesurer l'efficience au regard des objectifs poursuivis et d'établir, lorsqu'il s'agit de « bonnes pratiques » leur éventuel caractère généralisable.
- [3] Elle doit contribuer à consolider l'action publique autour des principes et des modalités rappelés par la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites.
- [4] . L'objet de cette note de cadrage est de préciser les objectifs de cette mission et les méthodes proposées pour les atteindre. La mission a été confiée à Marie-Louise Simoni et Pierre Bourgeois (IGA), François-Xavier Selleret (IGAS), Isabelle Massin et Laurent Raverat (CGEDD), Gérard Marchand et Philippe Lhermet (IGAENR).

Champ de la mission

- [5] Après échange avec les cabinets du Premier ministre et les ministres concernés, la mission précise que la notion de « campements » telle qu'évoquée par la lettre de mission doit s'interpréter de manière circonscrite. Seules les situations correspondant à des regroupements de plusieurs familles ou personnes, issues pour l'essentiel de pays de l'Union européenne, notamment la Roumanie et la Bulgarie, et occupant de manière continue et sans titre des propriétés et des terrains non bâtis publics ou privés seront considérés dans le cadre des travaux.
- [6] La mission précise que, de ce fait, la notion de « campements » n'englobe pas le cas des aires aménagées pour les « Gens du voyage » vivant sur le territoire national ou des aires dite « de grand passage » qui font l'objet d'une occupation prévue par la réglementation en vigueur. Elle écartera par ailleurs de son champ les situations particulières telles que les campements qui hébergent des immigrés clandestins existant dans les départements d'outre-mer comme la Guyane ou Mayotte.

Objectifs

- [7] ● La mission s'attachera tout d'abord à déterminer les principales étapes du « processus » mis en place sous l'autorité des préfets à partir du signalement d'un campement jusqu'à la déclinaison des différentes mesures ciblées, soit par catégories de personnes, soit par grande thématique de politique publique (scolarisation des enfants, santé, accès au logement et à l'emploi...).
- [8] ● Afin d'évaluer les actions d'insertion et d'accompagnement des personnes présentes dans ces campements, elle repèrera les déterminants ayant un impact sur la manière dont les pouvoirs publics parviennent à résorber ces situations, qu'il soit ou non nécessaire, en dernier ressort, de recourir au concours de la force publique en exécution d'une décision de justice :
- [9] - mobilisation efficace d'un réseau d'acteurs travaillant de manière coordonnée et partenariale (Etat, collectivités territoriales, professionnels de santé, associations / ONG) ;
- [10] - mobilisation des outils financiers nationaux ou européens disponibles ;
- [11] - recours aux instruments juridiques existants pour faire face aux situations individuelles et collectives rencontrées ; compte tenu de l'existence de publics particulièrement vulnérables dans les « campements », la mission inclura également dans son analyse le recours aux dispositifs de droit commun (PMI, PJJ) ;
- [12] ● La mission s'efforcera de mettre en évidence les leviers qui lui apparaîtront pertinents pour l'action publique, y compris lorsque des initiatives innovantes sont identifiées, notamment en matière d'hébergement et de logement.
- [13] ● La mission contribuera également à cerner les difficultés qui font entrave à la résorption durable des implantations de campements illégaux et identifiera des cas où des solutions intégrées ont été mises au point par les pouvoirs publics et les acteurs de terrain en matière de logement, d'emploi, de santé, de scolarisation, de prise en charge des familles ou personnes vulnérables, etc....
- [14] ● Elle s'efforcera de mesurer le rapport coût / efficacité des différents instruments étudiés ou solutions mises en œuvre, notamment l'analyse de leurs effets sur l'intégration des personnes concernées dans notre société.
- [15] ● Dans le cadre de son travail, la mission s'appuiera, dans la mesure du possible, sur les statistiques nationales existantes pour les publics concernés, ainsi que sur les recensements récents effectués dans les départements visités.
- [16] ● Elle formulera des recommandations qui lui paraîtront de nature à renforcer l'efficacité des dispositifs et à mieux répondre aux attentes des populations concernées.

Méthode

- [17] La mission se fondera sur une approche monographique et procèdera également à une analyse de la littérature et à des entretiens auprès de personnes ressources.

Approche monographique

[18] Compte tenu du temps imparti et de la nature très hétérogène des situations rencontrées, la mission prévoit de se rendre dans différents départements susceptibles d'être confrontés de manière régulière à de telles situations. Elle a notamment identifié comme susceptibles d'intérêt les départements suivants.

- Nord ;
- Bouches-du-Rhône ;
- Alpes Maritimes ;
- Isère ;
- Moselle ;
- Ile-et-Vilaine ;
- Loire-Atlantique ;
- Rhône ;
- Haute-Garonne ;
- Aude ;
- Drôme(...).

[19] Ces départements ont été choisis sur la base des premiers entretiens de la mission et de la documentation qu'elle a examinée (rapports publics, éléments publiés par les ONG, dossiers de presse).

[20] Des contacts avec les préfets en vue des déplacements permettront de déterminer parmi cet échantillon les situations et les actions les plus fructueuses en termes de processus et d'adaptation aux publics concernés.

[21] Les départements d'Ile-de-France (Val d'Oise, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis...) feront également l'objet d'une étude pour examiner leurs difficultés et leurs particularités, notamment les questions de déplacement des populations des campements d'un département à l'autre, et analyser les solutions potentiellement transposables.

Auditions de personnes ressources, groupes d'appui et analyse de la littérature

[22] Pour mener à bien ses travaux, la mission s'appuiera sur des personnes ressources extérieures, ainsi que sur des représentants institutionnels.

[23] Institutions et personnes externes : dans le cadre des monographies départementales, la mission prévoit de rencontrer des représentants de l'Etat, les services de l'Etat, les agences et établissements publics concernés, les institutions et les collectivités directement impliquées, notamment des mairies et les conseils généraux, ainsi que les représentants du secteur associatif (ONG nationales, représentants locaux des associations...).

- [24] Au plan national, la mission sollicitera, en complément de ses analyses détaillées, l'éclairage des institutions nationales représentatives d'élus, notamment l'AMF et l'ADF.
- [25] Si cela se révèle utile aux travaux, la mission prévoiera un échange avec les institutions européennes.
- [26] La mission prendra en compte notamment les éléments issus de l'analyse de la littérature (rapports des assemblées parlementaires, rapports des corps d'inspection, rapports de la Cour et de chambres régionales des comptes, rapports de l'Union européenne, rapports produits par les associations...).

Coordination avec la mission confiée au préfet Alain Régnier

- [27] Comme prévu par la lettre de mission, les rapporteurs se sont rapprochés du préfet Alain Régnier avec lequel une première rencontre est prévue. En fonction de l'avancement des travaux ultérieurs, la mission organisera un point d'échange intermédiaire à la fin du mois de janvier.

Calendrier

- [28] La lettre de mission a été reçue le 25 octobre 2012 par les inspections générales et la mission a été lancée au mois de novembre 2012.
- [29] Compte tenu des déplacements à réaliser et des travaux à conduire qui nécessiteront un nombre important d'entretiens et de rencontres, en région parisienne comme en province, la mission remettra ses travaux pour la fin mars 2013, avec un délai incompressible de deux mois pour les visites de terrain dans l'échantillon des départements retenus. Un point d'étape interviendra en février 2013.

ANNEXE 3 – LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE

Préfecture et services de l'Etat :

- Pierre-Henry MACCIONI, préfet du Val d'Oise
- Gilles PRIETO, directeur de cabinet du préfet
- Martine THORY, directrice de l'accueil du public, de l'immigration et de la citoyenneté
- Roger LAVOUE, directeur départemental de la cohésion sociale
- Geneviève COUTEL, chef du service Hébergement-Logement

- Marc PLAS, commissaire divisionnaire, direction départementale de la sécurité publique, responsable du district de Cergy
- Alexandru OLTEANU DUARTE, officier de liaison de la police nationale de Roumanie

Associations :

- Jean-Luc BLONDE, ATD Quart Monde, Collectif de soutien aux familles Roms de Roumanie, Collectif de soutien Gens du Voyage 95
- Gérard LIPPMANN, Collectif « Deuil-la-Barre »
- Monique DE MARTINHO, Collectif « Deuil-la-Barre », Romeurope
- Lucile GACON, Association pour l'accueil des voyageurs (ASAV)
- Sophie DUYOYA, Association pour l'aide à la scolarisation des enfants tsiganes (ASET 95)
- Livia OTAL, Médecins du Monde, mission Roms
- Julien SALLE, Médecins du Monde, mission Roms 93-95
- Joseph RUSTICO, Association pour l'accueil des voyageurs (ASAV)
- Franck CAPMARTY, Collectif « Deuil-la-Barre », Ligue des droits de l'homme 95
- Annick FAYE, Secours catholique, CCFD-Terre solidaire
- Jean-Pierre SEGUIN, Secours catholique, ATD Quart Monde
- Jean-Pierre DACHEUX, Collectif de soutien aux Roms de Roumanie, Association européenne pour la défense des droits de l'homme (AEDH)

Collectivités territoriales :

- Jean-Claude NOYER, maire de Deuil-la-Barre
- Jean BEVALET, conseiller municipal, délégué à la sécurité et aux questions de défense, de Deuil-la-Barre
- Michèle LEGENDRE, directrice générale des services, mairie de Deuil la Barre
- Jeannette VULCANO, responsable du centre communal d'action sociale de Deuil-la-Barre

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

Préfecture et services de l'Etat :

Eric FREYSSSELINARD, préfet de l'Aude
Olivier DELCAYROU, secrétaire général
Nicolas MARTRECHARD, directeur de cabinet

Marie-Paule BARDECHE, sous-préfet de Narbonne
Sébastien LANOYE, sous-préfet de Limoux
Mme CHABBAL, directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
Olivier MILLANGUE, directeur académique des services de l'éducation nationale
Fabrice PAYA, chef du service habitat et développement durable, direction départementale des territoires et de la mer

M. DUMAS, directeur départemental de la sécurité publique
M. BOUTEREAU, Lieutenant-colonel, commandant en second du groupement de gendarmerie de l'Aude

Tribunal de grande instance de Carcassonne

Antoine LEROY, procureur de la République

Associations

M. COHEN, président de l'association Aide morale à la population gitane
Aude Urgence Accueil (SIAO)
Association départementale d'aide aux femmes et aux familles (ADAFF)

Bailleurs

M. CATHALA, directeur adjoint de l'office d'HLM « Habitat audois »

Collectivités territoriales

Mme LAMUR BAUDREU,

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Préfecture et services de l'Etat :

- Bruno CHARLOT, secrétaire général adjoint chargé de mission pour la politique de la ville
- Danièle DUFOURG, directrice départementale de la cohésion sociale,
- Catherine CHARVOZ, chef du pôle hébergement et logement social
- Annie DERRIAZ, adjointe à la directrice académique des services de l'éducation nationale

- M. BUISSET, commissaire, direction départementale de la sécurité publique, chef de la sûreté
- M. VATEL, commissaire, direction départementale de la sécurité publique, police de proximité
- M. SIBETA, capitaine, direction départementale de la sécurité publique, brigade des étrangers

Associations :

- Pascal CALUORI, directeur de l'Association régionale pour l'insertion (AREPI)
- Alain VILA, Association régionale pour l'insertion (AREPI)
- Adèle DUMONTIER, coordinatrice, Roms Action Isère
- Association dauphinoise Accueil travailleurs étrangers (ADATE)
- Secours catholique
- Relais Ozanam
- Association Un toit pour tous (SAIO)
- Médecins du Monde

Collectivités territoriales :

- Yannick OLLIVIER, maire de Saint-Martin le Vinoux
- Olivier NOBLECOURT, adjoint au maire de Grenoble, chargé de l'action sociale et familiale, vice-président de la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole chargé de l'université, la recherche et l'hébergement
- Frédéric JACQUARD, direction des territoires, agglomération grenobloise, conseil général de l'Isère

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Préfecture et services de l'Etat :

- Christophe MIRMAND, préfet des Alpes Maritimes
- Jean-Daniel MONTET-JOURDRAN, secrétaire général adjoint chargé de mission auprès du préfet
- Philippe LEBRUN, directeur adjoint de cabinet
- Élisabeth BARKA, directrice de la réglementation et des libertés
- Hélène LESAUVAGE, directrice de l'office français de l'immigration et de l'intégration de l'Isère
- Annick PIQUET, directrice départementale de la cohésion sociale
- Magali LLOMBART, conseillère technique en travail social
- Denis REFAIT, délégué territorial de l'agence régionale de santé
- Jean-Renaud FOURNIER, directeur territorial délégué de Pôle Emploi
- Jean-François PELLEGRIN, coordonnateur départemental, centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV)
- Richard MIQUELIS, commissaire divisionnaire, direction départementale de la sécurité publique
- Emmanuel GROS, commissaire, direction départementale de la sécurité publique
- Isabelle HODEE-HUGARD, chef d'état major de la direction départementale de la police aux frontières

Associations :

- Viorel COSTACHE, Association PRALES

Collectivités territoriales :

- Benoît KANDEL, premier adjoint au maire de Nice
- Dominique ESTROSI-SASSONE, adjointe au maire de Nice à la politique de la ville, vice-présidente de la communauté urbaine
- Véronique BORRET, directrice adjointe de cabinet du maire de Nice
- Jean LEONETTI, ancien ministre, député-maire d'Antibes
- Stéphane PINTRE, directeur général des services de la ville d'Antibes
- Jean-Pierre LELEUX, sénateur-maire de Grasse
- Marc FACCHINETTI, conseiller municipal chargé de la gestion urbaine de proximité
- Philippe BAILBE, directeur général adjoint des services du conseil général des Alpes Maritimes chargé de la santé, des solidarités, de l'insertion et du logement

DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture et services de l'Etat :

- Christian de LAVERNEE, préfet de région Pays-de-la-Loire, préfet du département de Loire-Atlantique
- Patrick LAPOUZE, directeur de cabinet
- Pierre STUSSI, secrétaire général
- Jean-Gabriel DELACROY, sous-préfet chargé de mission, correspondant départemental campements illicites
- Bernard BOULOGNE, directeur de la réglementation et des libertés publiques
- Annick NETOLICKA-LEMAIRE, chef du service de l'immigration et de l'intégration, direction de la réglementation et des libertés publiques
- Mme Sylvie LACOURT, chargée de mission roms-gens du voyage
- Fabien PEREIRA, directeur départemental de la cohésion sociale
- Christian BOUCARD, directeur territorial de Pôle emploi
- Daniel GALLIOU, directeur adjoint du travail à l'unité territoriale de la DIRECCTE
- François LETAPISSIER, inspecteur de l'éducation nationale, responsable de la mission scolarisation des élèves nouvellement arrivés
- Didier BERLINET, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, délégation territoriale de l'agence régionale de santé
- Cyril PIZOIRD, chef du service d'ordre public et de sécurité routière à la direction départementale de la sécurité publique
- Olivier KLEIN, commandant, adjoint DDSP

Associations :

- Isabelle FIEYRE, service Actaroms, association Saint-Benoit-Labre
- Yves AUBRY, président de l'association Une famille Un toit
- Jacqueline ERANET, Fraternité de Couëron

Collectivités territoriales :

- Alain ROBERT, vice-président du conseil général
- Mme LEFRANC, adjoint au maire en charge de la solidarité, mairie de Nantes

- Louis SOUCHAL, directeur général délégué à la cohésion sociale et aux territoires, mairie de Nantes et communauté urbaine Nantes Métropole

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Préfecture et services de l'Etat :

- Henri-Michel COMET, préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne
- Marie COLOU, secrétaire générale adjointe, chargée de mission auprès du préfet
- Maurice BARATE, directeur de cabinet du préfet
- Eric LEMAITRE, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale
- Lucien POURAILLY, contrôleur général, directeur départemental de la sécurité publique
- Laurent SYNDIC, commissaire, direction départementale de la sécurité publique
- Philippe KAHN, directeur départemental des territoires et de la mer
- Franck PICAUX, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale
- Joëlle SOUM, directrice de services administratifs du cabinet
- Paul GOSSARD, directeur délégué de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Midi-Pyrénées
- Sylvain PERIGOT, coordonnateur, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Midi-Pyrénées
- Françoise SENTILLES, directrice adjointe de Pôle Emploi

Tribunal de Grande Instance de Toulouse :

- Michel VALLET, procureur de la République

Associations :

- Maryse-Alice GARGAUD, Secours catholique
- Yves SIMONNOT, président du Comité de coordination pour la promotion et la solidarité avec les communautés en difficulté

Collectivités territoriales :

- Françoise HENRY, directrice de cabinet du maire de Toulouse
- Ghislaine LALA-ALQUIER, directrice générale adjointe chargé du pôle solidarité et habitat au conseil général de Haute-Garonne
- Christophe MAGNE, directeur du service enfance et famille, conseil général de la Haute-Garonne
- Dominique RODDAZ, direction de l'insertion au conseil général de la Haute-Garonne

Bailleurs :

- PELLEGRIN-TESTA, groupe Promologis
- Jean-Yves BRENGUES, directeur de la gestion locative à Habitat Toulouse

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

Préfecture et services de l'Etat :

- Michel FUZEAU, préfet de l'Essonne
- Gérard PEHAUT, directeur de cabinet du préfet
- François GARNIER, directeur adjoint du cabinet
- Christian MESNAGE, cabinet, bureau des affaires générales et politiques
- Pascale CUITOT, directrice du service de l'immigration et de l'intégration
- Isabelle BROMBOSZCZ, chef du bureau de l'éloignement du territoire
- Abdellah BOUKELLAL, directeur territorial adjoint, Office français de l'immigration et de l'intégration
- Mariète SENIHI, direction territoriale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration
- Marie-Hélène LELOUP, directrice académique des services de l'éducation nationale de l'Essonne
- Martine JEGOUZO, directrice adjointe, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de l'Ile-de-France, unité territoriale de l'Essonne
- Catherine GOLDSTEIN, délégation territoriale de l'agence régionale de santé Ile-de-France
- Christian RASOLOSON, directeur départemental de la cohésion sociale
- Thierry MATHE, commissaire, direction départementale de la sécurité publique de l'Essonne
- Jean-Marc LAFON, commandant, direction départementale de la police aux frontières
- Christophe BASTIDE, lieutenant-colonel, commandant en second du groupement de gendarmerie départementale de l'Essonne
- Bernard LEROY, major, commandant de la brigade d'Evry, groupement de gendarmerie départementale de l'Essonne

Tribunal de grande instance d'Evry :

- Flavien FOUQUET, substitut du procureur, en charge des étrangers

Associations :

- Adeline MARCHIVE, Croix rouge
- Serge GUICHARD, Association Romeurope
- Michel GUIMARD, président de la Ligue des droits de l'homme de l'Essonne

Collectivités territoriales :

- Agnès MOUTET-LAMY, directrice de cabinet du président du conseil général de l'Essonne
- Anne-Marie MOREL, directrice adjointe, direction du développement social et de la prévention santé, conseil général
- David CASSINARI, conseiller technique solidarités, conseil général de l'Essonne
- Dominique FONTENAILLE, maire de Villebon-sur-Yvette, conseiller général
- Jacques GOMBAULT, maire d'Ormoy
- Irène MAGGINI, maire de Villabé

- Denis GELIN, directeur général des services, mairie de Villabé
- Stéphane RAFFALLI, maire de Ris-Orangis

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture et services de l'Etat :

- Hugues PARENT, préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône
- Jean-Marc BONNETAIN, préfet de police des Bouches-du-Rhône
- Marie LAJUS, préfète déléguée pour l'égalité des chances
- Christophe MERLIN, directeur de cabinet du préfet
- Frédéric LO FARO, chef de cabinet de la préfète déléguée pour l'égalité des chances
- Pierre LECONTE DES FLORIS, chef de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône
- Frédéric MULLER, directeur de la plate-forme régionale de gestion et de coordination des programmes européens au SGAR
- Dominique CONCA, directrice départemental de la cohésion sociale
- Josiane RÉGIS, directrice adjointe, DDCS
- Brigitte FASSANARO, chef de pôle, DDCS
- Karine HUET, déléguée territoriale adjointe, DTARS
- Benoît HAAS, directeur départemental de la protection des populations
- Daniel PASSAT, directeur académique adjoint
- Michel BENTOUNSI, directeur de l'unité technique de la DIRECCTE
- M. LATIL, adjointe au directeur de l'OFII
- David LAMBERT, chef du bureau des mesures administratives, préfecture
- M. GERMAIN, chef du bureau de l'accueil et de l'admission au séjour
- M. SIRVAIN, adjointe au chef de bureau

- Pierre-Marie BOURNIQUEL, directeur départemental de la sécurité publique
- Christophe GROULT, chef de la division Nord, DDSP
- Marjorie GHIZOLI, directrice adjointe de la direction zonale de la PAF
- Lieutenant-colonel Didier ASTRE, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de Marseille

Tribunal de grande instance de Marseille :

- M. Jacques DALLEST, procureur général

Associations :

Kader ATIA, AMPIL
 Marion BONNET, AMPIL
 Anne ISSLER, Emmaüs
 Fathi BOUAROUA, délégué interrégional de la Fondation Abbé Pierre
 Jean-Paul KOPP, Rencontres tsiganes
 Bernard EYNAUD, Ligue des Droits de l'Homme
 Christophe LENFANT, Secours Catholique
 Stéphane FRANCOIS, Association départementale des actions de prévention (ADDAP13)
 Dominique MICHEL, Association départementale des actions de prévention (ADDAP 13)

Philippe RODIER, Médecins du Monde

Collectivités territoriales :

Jean-Noël FILATRIAU, directeur général adjoint de la solidarité, conseil général

Danielle PEROT, direction enfance et famille, conseil général

Jacques COLLOMB, direction de la protection maternelle et infantile et de la santé publique, conseil général

Cécile CASTELLI, chargée de mission conseil régional

Pierre-François POLI, directeur de cabinet du président, communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole

Sylvie BARRIERE, conseillère du président, communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole

Françoise GAUNET ESCARAS, adjointe au maire de Marseille en charge de la santé et de l'hygiène, mairie de Marseille

Michel BOURGAT, adjoint au maire de Marseille, en charge de la lutte contre l'exclusion, de l'intégration et de l'UHU, mairie de Marseille

Jean-Marc SOTTY, directeur de la gestion urbaine de proximité

René GIANCARLI, directeur du Samu Social

Michel LAUGAA, adjoint au directeur de l'action sociale et de la solidarité

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Préfecture et services de l'Etat :

- Jean-François CARENCO, préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône

- Aimée DUBOS, préfète déléguée pour l'égalité des chances

- Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, préfet délégué à la sécurité et à la défense

- Gilles MAY-CARLES, directeur départemental de la cohésion sociale

- Catherine MERIC, directrice de la citoyenneté, de l'immigration et de l'intégration

- Sarah GUILLON, directrice de l'Office français de l'immigration et de l'intégration du Rhône

- Yvan POSTEL-VINAY, directeur des politiques de l'emploi, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Rhône-Alpes

- Jacques POTELET, directeur de Pôle Emploi

- Eric LAVIS, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale du Rhône

- Anne ROUMY, chargée de mission élèves allophones, direction académique des services de l'éducation nationale du Rhône

- Catherine ESPINASSE, chef du Pôle hébergement et habitat social

- Hervé BERTHELOT, inspecteur chargé des CHRS et du dossier ANDATU

- François ANGELINI, commissaire divisionnaire, directeur départemental adjoint de la sécurité publique du Rhône, directeur adjoint de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes

Associations :

- Jean-François PLOQUIN, directeur général de l'association Forum Réfugiés

- Mohamed DIAB, directeur adjoint de l'association Forum Réfugiés

- Damien MALARD, chef du projet ANDATU, association Forum Réfugiés

- Aurélie NEVEU, coordinatrice, Médecins du Monde
- Thérèse NANDAGOBALOU, Médecins du Monde

Collectivités territoriales :

- Danielle CHUZEVILLE, présidente du conseil général du Rhône
- Albéric de LAVERNEE, vice-président du conseil général du Rhône chargé de l'insertion
- Christine PERRIN-NIQUET, directrice du service logement et développement urbain, conseil général du Rhône
- Olivier BRACHET, vice-président chargé de l'habitat et du logement social, communauté urbaine de Lyon
- Pierre ABADIE, maire de Sathonay-Camp

Bailleurs :

- Philippe DERUMIGNY, directeur général de l'OPAC du Rhône
- Mireille DUCARRE-DUBOUIS, directrice, département service clients, OPAC du Rhône
- Daniel GODET, président d'ABC HLM
- Cédric VAN STYVENDAEL, directeur général de Villeurbanne Est Habitat

DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture et services de l'Etat :

- Magali DAVERTON, directrice de cabinet du préfet
- Sabine DUBOIS LEPAN, directrice de la cohésion sociale
- Marie-Josée TOLLINI, conseillère pédagogique de Nancy II, direction des services départementaux de l'éducation nationale

Associations :

- André THIRIET, président de l'association « La soupe pour les sans-abris »
- Jacques PILLOT, Association « La soupe pour les sans-abris »
- Jean-François LE CORVOISIER, responsable de la mission France-Nancy, Médecins du Monde
- Dominique SANCASSANI, président de la CIMADE de Meurthe-et-Moselle

Collectivités territoriales :

- Anne-Laure CHRISTOPHE directrice de cabinet du maire de Maxéville
- Gérard LAURENT, adjoint à la petite enfance et à l'éducation, mairie de Maxéville
- Georges MAYEUR, adjoint aux affaires familiales, mairie de Maxéville
- Corinne FEUILLATRE, conseillère municipale aux affaires scolaires de Maxéville
- Jacques OUEZMANE, directeur général des services, mairie de Maxéville
- Claude ROUSSEAU, responsable du pôle enfance, jeunesse, éducation, mairie de Maxéville
- Frédéric PARISSE, référent Gens du voyage

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

Préfecture et services de l'Etat :

- Nacer MEDDAH, préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle
- Olivier du CRAY, secrétaire général
- Nathalie BASNIER, directrice de cabinet du préfet
- Lydie LEONI, directrice du service de l'immigration et de l'intégration
- Anoutchka CHABEAU, directrice départementale de la cohésion sociale
- Jean-René LOUVET, directeur académique des services de l'éducation nationale
- Marc NICAISE, directeur, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, unité territoriale de la Moselle
- Christian ESTIENNE, directeur adjoint, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, unité territoriale de la Moselle
- Isabelle WEBER, Pôle Emploi
- Thierry PROST, directeur adjoint, caisse d'allocations familiales de Moselle
- Pascale GRISELLE, conseillère technique, caisse d'allocations familiales de Moselle
- Marie-Hélène LE MELLIONNEC, directrice territoriale, office français de l'immigration et de l'intégration
- Hervé NIEL, commissaire, directeur départemental de la sécurité publique
- Dominique LUCHEZ, colonel, commandant du groupement de la gendarmerie nationale de Moselle
- Pascal JACQUOT, directeur adjoint, direction zonale de la police aux frontières
- Magali RAWISO, lieutenant, direction zonale de la police aux frontières

Associations :

- Damien CATTENOZ, adjoint de direction, Association Le Relais-Fomal
- Mme LOTTE, Association d'information et d'entraide mosellane
- Mme PINOT, Association d'information et d'entraide mosellane
- Laurent LETT, responsable des activités locatives, Association pour l'accompagnement, le mieux-être et le logement des isolés- Présence habitat (AMLI)
- Denis MACIAZEK, comité de soutien des « Roms » de Metz

Collectivités territoriales :

- Dominique GROS, maire de Metz
- Didier PARDONNET, directeur de cabinet du maire de Metz
- Dominique HEBER-SUFFRIN, adjointe en charge de la tranquillité publique
- Isabelle KAUCIC, adjointe en charge du logement
- Danielle BORI, adjointe en charge des affaires scolaires
- Roger HAMM, chef du pôle tranquillité publique, police municipale
- Mme HELOISE, centre communal d'action sociale de Metz
- Christine SCHWAN, chef du service de la vie des écoles et du patrimoine
- Brigitte LEONARD, adjointe au directeur des unités territoriales d'action sociale du conseil général de la Moselle

Bailleurs :

- M. HENNING, directeur de pôle patrimoine clientèle, Metz-Habitat-Territoire
- Isabelle COLIGNON, Metz-Territoire Habitat

Sociétés :

- Nathalie ROSSEL, chargée de mission du patrimoine, NEXITY
- Hubert SIGRIST, chargé de gestion du patrimoine de Réseau Ferré de France

DÉPARTEMENT DU NORD

Préfecture et services de l'Etat :

- Dominique BUR, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord
- Pascal JOLY, préfet délégué pour l'égalité des chances
- Yvan CORDIER, directeur de cabinet du préfet
- Jean-François CANET, directeur de cabinet du préfet délégué pour l'égalité des chances
- Annick PORTES, directrice départementale de la cohésion sociale
- Julien PILLOT inspecteur en charge du secteur accueil hébergement insertion Grand Lille, DDCS
- André BOUVET, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
- Mme DAGMEY-BUYENS, chef de service direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
- Yves FAES, directeur de l'immigration et de l'intégration
- Stéphane BERGAMINI, directeur territorial de l'office français de l'immigration et de l'intégration
- Xavier MATYKOWSKI, chef du service Lille, direction départementale des territoires et de la mer
- Christine MEFFRAIT d'ANFRAY, inspectrice de l'éducation nationale ASH
- Georges PRIPIC, directeur du centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (CASNAV)
- M. COUSIN, chef du bureau des affaires politiques et de la sécurité intérieure
- M. LANDAES direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord-Pas-de-Calais, unité territoriale du Nord
- M. JEIGER, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord-Pas-de-Calais, unité territoriale du Nord
- Mme THIRIEZ, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Nord-Pas-de-Calais, unité territoriale du Nord
- Yannick SZYPULINSKI, responsable du service appui applicatif et réglementaire, Pôle Emploi
- Laurence DEGAND, juriste, Pôle Emploi
- Jean-Philippe LEGENDRE, responsable de la veille sanitaire, agence régionale de santé
- Christophe RAOUL, responsable de la cellule de veille alerte et gestion sanitaire, agence régionale de santé
- Nicolas JOLIBOIS, commissaire, directeur départemental adjoint de la sécurité publique
- Pascal PALAYER, lieutenant-colonel, commandant en second du groupement départemental de la gendarmerie nationale

- Valérie MINNE, directrice adjointe, direction zonale de la police aux frontières

Tribunal de grande instance de Lille :

- Frédéric FEVRE, procureur de la République, tribunal de grande instance de Lille

Associations :

- Stéphane BOUTON, directeur, Association Canal

- M. LOUZANI, directeur, Association des Flandres pour l'éducation, la formation des jeunes et l'insertion sociale et professionnelle, Lille (AFEJI)

- Lucile DELPORTE, directrice du site insertion métropole, Association des Flandres pour l'éducation, la formation des jeunes et l'insertion sociale et professionnelle (AFEJI)

- M. VIGNEAU, directeur, Association régionale d'étude et d'action sociale (AREAS)

Collectivités territoriales :

- Violette SPILLEBOUT, directrice de cabinet de la maire de Lille

- Marie VILLETTE, directrice de cabinet de la présidente de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU)

- Dorothee MARTIN, directrice territoriale de Métropole Lille, conseil général du Nord

- Françoise DESCAMPS, directrice adjointe de la lutte contre les exclusions et la promotion de la santé, conseil général du Nord

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Préfecture et services de l'Etat :

Thierry LELEU, préfet du Val-de-Marne

Thomas MICHAUD, directeur de cabinet

Christian ROCK, secrétaire général

Emmanuel MIGEON, chef de cabinet

Michel MARTINEAU, direction régionale, de l'insertion, de l'hébergement et du logement (DRIHL)

Joël COGAN, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Dominique HATTERMANN, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Mathieu BOUSSARIE, agence régionale de santé

Mme BAGLIN-LE GOFF, directrice académique adjointe

Jean-Yves OSES, direction départementale de la sécurité publique

Xavier PALDACCI, commissaire central de Créteil

Elena NEAGU, officier de liaison roumain

Associations :

Christian CASTAGNA, association Tukki
Francis ROUBAUD, Secours Catholique
Michel FEVRE, Romeurope
Ali AIT-SAAH, Réseau éducation sans frontières
Pierre LAFRANCE, Réseau éducation sans frontières
France VAURES, association Pour Loger
Mireille PORCELLANA, association Pour Loger 94
Nadja DJERRAH, Ligue des droits de l'homme
François TACONET, Habitat solidaire
Marie-Louise MOUKET, association logement jeunes 93
Marie-Aleth GIRARD, ATD Quart Monde
Françoise BOUSQUET, Samu social
Chantal DRUGAT, GIP-HIS

Collectivités territoriales :

Christine JANODET, maire d'Orly
Michèle CREOFF, directrice générale adjointe, conseil général
Jean-Pierre GRANGER, directeur-adjoint du cabinet du président du conseil général
Marc NECTAR, chargé de mission Roms, conseil général

DÉPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS

Associations :

Christophe AUGER, président d'ALJ 93
Marie-Louise MOUKET, chef de projet, ALJ 93

Collectivités territoriales :

Christine RATZEL-TOGO, maire-adjointe déléguée à l'économie solidaire, commerce équitable et coopération décentralisée